

## Quatrième Atelier régional pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique centrale

« Consolider les approches de prévention par l'échange d'expériences et l'acquisition d'outils de prévention »

Bangui, RCA, du 03 au 06 décembre 2019

### **RAPPORT FINAL**

#### **Table des matières**

Résumé.....	2
I- L'extrémisme violent en Afrique centrale et en particulier en RCA en 2019.....	4
II- La prévention de l'extrémisme violent (PEV) : ses vertus, ses difficultés et ses outils .....	6
III- Quelques exemples de partages d'expériences.....	6
IV- Le rôle de l'Etat et des autres acteurs dans la PEV .....	8
V- Dispositifs de PEV : Expériences concrètes .....	10
VI- Les synergies nécessaires entre l'Etat et les populations pour la PEV.....	12
VII- Une illustration : L'expérience de PEV des femmes et des jeunes en RCA.....	13
VIII- Une illustration : Le rôle des médias dans la PEV en RCA.....	13
IX- Conclusions et propositions .....	14
A propos des organisateurs.....	16

## Résumé

La prévention de l'extrémisme violent (PEV) est une démarche globale qui concerne toute la société. Elle cherche à prévenir durablement les violences là où des groupes de personnes sont tentés de s'armer (ou s'arment effectivement) pour imposer des valeurs ou des systèmes d'organisation du pouvoir par la force. Cette approche de prévention est universelle et diffère du contre-terrorisme en ce qu'elle repose sur la recherche des causes de la violence, sur l'analyse des possibilités d'en réduire l'émergence et sur l'application de mesures politiques et sociétales, publiques et individuelles, de nature pacifique. L'écoute et le dialogue en sont les fondements.

Cet appel à la PEV émane en particulier du Plan d'Action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent<sup>1</sup>, qui souligne bien que cela concerne le monde entier, mais différemment dans chaque région selon la variété des causes qui peuvent être à l'origine de la violence, selon la façon dont cette violence se manifeste et selon les réponses qui lui sont apportées.

C'est ainsi qu'une série d'Ateliers régionaux, qui eurent lieu à Yaoundé en 2017, Maroua 2018 et Yaoundé 2019<sup>2</sup>, inscrits dans le cadre des Conversations régionales pour la PEV (voir ci-dessous), **posèrent les jalons de cette approche de PEV dans la région d'Afrique centrale**. Ces premières rencontres permirent d'améliorer la **compréhension** des moteurs, facteurs ou causes de l'extrémisme violent, de ses manifestations contextuelles et de ses conséquences sur la stabilité sociopolitique et économique des pays de la région. Elles firent apparaître aussi, par un **partage concret d'expériences**, tant la réalité des obstacles qui existent à la PEV, que celle des possibilités d'actions à entreprendre et de **synergies** à créer par les acteurs institutionnels, la société civile et les communautés. Elles amorcèrent enfin un processus de **renforcement de l'engagement personnel des participants en faveur de la PEV et de leurs connaissances** des outils, du savoir-faire et des appuis dont ils devraient disposer pour mener à bien ces activités.

Au travers de ces rencontres, les outils de la PEV, les connaissances accumulées et le choc de la prise de conscience de l'importance de l'engagement personnel furent rapportés à Bangui, en particulier, par les Centrafricains qui y participèrent. Ceux-ci se mobilisèrent pour qu'une étape de ces travaux puisse se tenir dans leur pays. Leurs homologues de la sous-région, tant par solidarité que par un besoin réel de décloisonner leur espace commun, ont souscrit à ce souhait. Cela rejoignait d'ailleurs pleinement la volonté du gouvernement centrafricain, qui, comme d'autres gouvernements de la sous-région, a voulu mettre en place des politiques formelles de PEV qui seraient en mesure de protéger leurs populations des désordres de la violence. Il a ainsi demandé à être soutenu dans cette initiative et dans la mise en œuvre d'une stratégie et d'un plan d'action pour la PEV.

C'est ainsi que le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Economiques et Stratégiques (CEIDES) et la Division de la Sécurité humaine du Département fédéral des affaires étrangères (DSH/DFAE) de Suisse organisèrent, à **Bangui (RCA)**, du 03 au 06 décembre 2019, le **4<sup>ème</sup> Atelier régional pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique centrale**, dont le thème choisi fut « Consolidar les approches de prévention par l'échange d'expériences et l'acquisition d'outils de prévention ». Cette série d'Ateliers en Afrique centrale s'inscrit elle-même dans le cadre de l'initiative des **Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent**, dont les principales étapes

<sup>1</sup> Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent (24 décembre 2015) - [http://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/70/674&referer=/english/&Lang=F](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/674&referer=/english/&Lang=F)

<sup>2</sup> Séminaire régional sur la prévention de l'extrémisme violent en Afrique Centrale et dans le Bassin du Lac Tchad (Yaoundé, Cameroun, 27 et 28 novembre 2017) <http://www.ceides.org/wp-content/uploads/2018/09/Rapport-final-.pdf>  
Dialogue participatif pour la prévention de l'extrémisme violent dans l'Extrême-Nord du Cameroun et son pourtour (Maroua, Cameroun, 24-25 juillet 2018) <http://www.ceides.org/portfolio/dialogue-participatif-pour-la-prevention-de-lextremisme-violent-danslextreme-nord-du-cameroun/>

Atelier régional de sensibilisation et de renforcement des capacités pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique centrale : Engager les acteurs institutionnels et civils au Cameroun, au Tchad et en RCA (Yaoundé, Cameroun, 26-28 mars 2019) [http://www.ceides.org/wp-content/uploads/2019/09/Rapport-EV-Afrique-centrale\\_final.pdf](http://www.ceides.org/wp-content/uploads/2019/09/Rapport-EV-Afrique-centrale_final.pdf)

eurent lieu à Dakar en juin 2016, à N'Djamena en juin 2017 et à Alger en juin 2018<sup>3</sup>, alors que d'autres séminaires régionaux thématiques se tinrent à Dakar en octobre des années 2017, 2018, et 2019<sup>4</sup> et qu'un premier Cours régional sur la PEV pour les cadres gouvernementaux de la CEEAC fut lancé par le CAERT de l'Union africaine et le DFAE suisse à Yaoundé en août 2019.

A Bangui, après une **journée grand public**, emmenée par les autorités centrafricaines, avec une forte participation de jeunes acteurs de la vie centrafricaine et de nombreux groupes de femmes, ce 4<sup>ème</sup> Atelier régional mobilisa, en format plus restreint et durant les trois jours qui suivirent, plus de **soixante participants en provenance de RCA, du Cameroun et du Tchad**. Il s'agissait de responsables politiques, nationaux et locaux, d'administrateurs publics, de représentants des divers corps armés et de sécurité, de membres de la société civile (hommes, femmes, jeunes, ONGs), d'autorités religieuses et traditionnelles, d'experts des médias, de représentants du secteur privé, de chercheurs, de représentants d'organisations régionales et internationales et de diplomates.

Ce 4<sup>ème</sup> Atelier s'était donné comme objectif d'approfondir la compréhension, par un échange franc et ouvert, du « pourquoi » de la violence en RCA et dans la sous-région et du « comment » chaque acteur concerné pouvait contribuer à la transformation de ses causes afin de rendre la société plus paisible. Il amena donc ses différents participants, en particulier ceux de la RCA, à comprendre comment les instruments de prévention peuvent être utilisés dans les politiques, stratégies, programmes et pratiques quotidiennes face à l'extrémisme violent. Il leur offrit l'occasion de renouveler leur détermination à prévenir les causes de l'extrémisme violent, de s'approprier la notion de dialogue inclusif comme outil de prévention et de réfléchir à l'insertion de ces pratiques dans leurs propres actions, au sein, par exemple, des processus de dialogue en cours ou dans la mise en œuvre effective des stratégies et plans d'action (nationaux et régionaux) pour la PEV. Avec cet Atelier, il s'agissait de confirmer la possibilité d'introduire dans la vie politique centrafricaine et régionale une approche de prévention de la violence par la rencontre, l'écoute, le dialogue et l'affirmation de son engagement personnel en faveur de la paix.

Le résultat concret le plus important de cette rencontre fut la dynamique de dialogue qui s'instaura entre des participants venant d'horizons fort divers, même si beaucoup se connaissaient déjà. Des témoignages prenants, des appels émouvants, des mises en question sérieuses traversèrent l'Atelier. Les décennies de violence vécues par les participants ont certes laissé des traces profondes chez chacun, mais la libre expression, que permettait le cadre sécurisant de la rencontre, a rendu possible une réflexion partagée sereine sur la suite qui doit être donnée à la vie sociétale, centrafricaine en particulier, pour que soit

---

<sup>3</sup> « Investir dans la Paix et la Prévention de la Violence en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel : Conversations régionales sur le Plan d'action du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent », organisées par l'International Peace Institute (IPI), le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et le Département fédéral des affaires étrangères de Suisse (DFAE) :

- Dakar, juin 2016 : [https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2016/09/1609\\_Investing-in-PeaceFRENCH.pdf](https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2016/09/1609_Investing-in-PeaceFRENCH.pdf)

- N'Djamena, juin 2017 : <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2017/08/IPI-E-RPT-ChadMeeting-NoteFrench.pdf/>

- Alger, juin 2018 : <https://www.ipinst.org/2018/09/peace-andprevention-of-violence-sahel-sahara-third-regional-conversations>

<sup>4</sup> Séminaire régional sur le rôle des journalistes et des médias dans la prévention de la violence, en particulier l'extrémisme violent, en Afrique de l'Ouest et au Sahel (Dakar, 12 et 14 juin 2017)

Séminaire régional « Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique » (Dakar, Sénégal, 9 et 10 octobre 2017) :

<http://www.cheds.gouv.sn/wp-content/uploads/2018/08/RAPPORT-SÉMINAIRE-RÉGIONAL-2017.pdf> Deuxième Séminaire régional « Forces de défense et de sécurité dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique : des cadres politiques et institutionnels à la hauteur des enjeux » (Dakar, Sénégal, 2 et 3 octobre 2018)

<https://www.cheds.gouv.sn/wp-content/uploads/2019/12/RAPPORT-2018.pdf>

Troisième Séminaire régional « Forces de défense et de sécurité et acteurs politiques dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique : pour des synergies opérationnelles » (Dakar, Sénégal, 2-4 octobre 2019).

<https://www.cheds.gouv.sn/wp-content/uploads/2020/03/BAT-Rapport-3ieme-sem.pdf>

Premier Cours Régional de Cadres sur la Prévention de l'Extrémisme Violent pour les Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) » (Yaoundé, Cameroun, 6-9 août 2019).

évitée une résurgence de la haine et de la violence qui l'accompagne. S'il fut nécessaire de laisser les plus touchés ou les plus sensibles exprimer leurs douleurs (et de nombreux jeunes et femmes ne manquèrent pas de souligner leur désarroi par rapport aux autorités et aux groupes armés), la reconstruction de la communauté nationale, et de chaque individu en particulier, fut constamment mis en point de mire. Fut ainsi lancé un appel fort à la poursuite des efforts de prévention, tant auprès des jeunes (futurs responsables de la paix ou de la guerre) que des communautés délaissées et, évidemment, des formations politiques et des autorités. De nombreux exemples concrets de ces réalités et de ces efforts émaillent ce rapport. Ce sont eux qui font penser que, s'il est donné suite aux conclusions de cet Atelier (voir en fin de rapport), la force de l'écoute et du dialogue, piliers de la PEV, sera reconnue comme instrument majeur de paix et de prévention de la violence.

## I- L'extrémisme violent en Afrique centrale et en particulier en RCA en 2019

### *Contexte sous régional*

L'extrémisme violent entendu comme l'expression d'un comportement radical ayant recours à la violence comme moyen d'atteindre des objectifs politiques ou de pouvoir, le plus souvent sous couvert d'argumentaires idéologiques ou « civilisationnels », est une réalité dans la sous-région. Sur le continent africain, **l'Afrique centrale est la seconde région** après l'Afrique de l'Ouest où l'on observe une escalade de la violence extrémiste, que ce soit dans les pays situés dans le pourtour du Bassin du Lac Tchad ou plus au sud. D'après les données du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT) de l'Union africaine, on recensait au Nigéria, Niger, Cameroun et Tchad, au seul premier trimestre 2019, 105 attaques et 707 morts. La réalité transnationale des groupes extrémistes est évidente, à l'instar de Boko Haram (ou plus exactement des différentes entités issues de ce groupe), qui agit à partir du Nigéria et qui, au Cameroun, sévit dans la région septentrionale depuis le début des années 2010 par des incursions meurtrières, des enlèvements d'élites locales, des attaques ciblées sur les civils et les forces armées, des recrutements au sein de la population, l'animation d'activités de propagande et d'implantation de cellules. Il fut d'ailleurs noté que les violences à l'Extrême Nord du Cameroun, tout comme au Nigéria voisin, sont loin d'avoir disparu ; l'année 2019 a au contraire été marquée par leur recrudescence.

Des analyses contextuelles ont montré que l'avènement ou l'expansion des groupes extrémistes violents sont alimentés par **des facteurs de nature** tant **politique, économique, sociale, identitaire** que **géostratégique**. Parmi ceux-ci, les participants relevèrent en particulier la corruption généralisée et l'impunité des élites dirigeantes, le déni des libertés fondamentales politiques et civiles, les violations flagrantes des droits de l'homme et la répression gouvernementale (interdiction des manifestations, musèlement de la presse, arrestation des journalistes et des lanceurs d'alerte, censure des médias sociaux, actes de violence etc.), l'inégalité sociale et l'exclusion (écarts entre la minorité riche et la majorité pauvre, passe-droits, favoritisme etc.), le manque de légitimité des gouvernants (expression du droit de vote dans de mauvaises conditions, bourrage des urnes, faible représentativité des élus, incompétence etc.), la mal gouvernance territoriale (faible impact des politiques publiques, distance entre le pouvoir central et les administrés, mauvaise allocation des ressources territoriales, etc.), la pauvreté, la dépossession, les **fractures des sociétés contemporaines** (fractures numériques, technologiques, sociales, générationnelles). Par ailleurs, la prolongation des conflits violents, alimentés par des groupes au service d'intérêts politiques ou économiques spécifiques touche de plein fouet l'Afrique centrale riche en matières premières.

**Le caractère hyper centralisé, mais souvent sans ramification administrative efficace, des Etats** de la région entraîne la vulnérabilité des populations résidant en périphérie, leur paupérisation, ainsi que le délabrement et la dégradation des infrastructures routières, sanitaires et sécuritaires. Cette centralisation empêche également la matérialisation d'une gouvernance satisfaisant les populations. Elle crée, par ailleurs, des goulots d'étranglements qui freinent le développement des échanges entre les communautés vivant de part et d'autre des frontières. Cette situation socio-économique accentue la précarité des

populations, alimente les frustrations sociales, fragilise la cohésion sociale, compromet l'unité nationale et occasionne des situations de conflits, de risques d'instabilité et de sérieux problèmes d'insécurité.

Dans plusieurs Etats de la sous-région, notamment à l'Est de la Centrafrique et à l'Extrême-Nord du Cameroun, ces facteurs ont occasionné **un repli des populations sur elles-mêmes** et un désintéressement face aux actions étatiques. De fait, des mécanismes parallèles capables d'apporter des solutions mêmes ponctuelles à leurs besoins de sécurité et de survie ont été mis en place. C'est ainsi que des comités locaux chargés de la surveillance et de la sécurité des villages se sont créés (voir ch. VI ci-dessous).

### ***Spécificité de la RCA***

La République centrafricaine est le pays de la sous-région où la violence est sans doute la plus répandue à l'instar de ce qui se passe à l'Est de la RDC. La **multiplication des groupes violents** (on en compte officiellement 14, mais ils sont vraisemblablement une vingtaine) actifs sur près de 80% de son territoire entretient un climat de terreur. La mise en place de structures démocratiques, quelques années après l'indépendance (1960), n'a pas été suffisante pour lancer un processus de développement solide. **Mutineries, rébellions et coups d'Etat qui s'y sont succédé** (1965, 1979, 1981, 2003, 2013). Ils n'avaient principalement pour but que l'accession au pouvoir de leurs instigateurs et non la redistribution des cartes économiques et sociales du pays. La RCA a donc été marquée dès son indépendance par une **instabilité politico-sécuritaire**, et une culture de la violence qui fait craindre, selon plusieurs participants, qu'une « norme » de **tolérance à la violence se soit installée au sein de la société**. Un participant mentionna, par exemple, une enquête effectuée auprès de jeunes enfants à Bangui sur la manière dont ils voient leur avenir : la plus grande partie indique se voir active au sein des forces armées ou d'un groupe armé (voir ch. VII ci-dessous).

En dehors de ces antécédents historiques de violence et des facteurs mentionnés plus haut, **d'autres conditions ont favorisé la prolifération des groupes extrémistes violents locaux**, selon les participants, qui ont notamment mentionné l'absence de culture de dialogue, l'instabilité politique interne, un taux de chômage très élevé (44%), surtout pour les jeunes qui représentent la grande majorité de la population (47% ont moins de 17 ans)<sup>5</sup>, la réduction drastique des opportunités socio-économiques, le manque d'infrastructures essentielles, les tensions au sein de la société et leur instrumentalisation dans le cadre des luttes armées et des luttes de pouvoir, les conflits latents, non résolus ou mal résolus, les discours de haine ou de justification de l'usage de la violence, notamment à travers les médias. Que dire par exemple de ce participant à l'Atelier à qui il fallut cinq jours de « route » de son lieu de résidence pour se joindre aux travaux ?

Les nombreuses crises qui traversent la région ont facilité le recrutement, en RCA, **de miliciens tchadiens, soudanais et ougandais**, dont certains s'étaient déjà repliés avec armes et bagages dans ce pays au gré des conflits dans lesquels ils étaient impliqués dans leur propre pays. La **très vaste circulation des armes** dans la région fut également maintes fois évoquée comme un facteur alimentant la spirale de la violence, compte tenu de la localisation de la RCA au cœur d'une zone géographique truffée de groupes armés.

Depuis 2014 (transition et arrivée au pouvoir du Président Touadera), **une phase de stabilisation politique**, même fragile, semble s'être installée à Bangui. Aussi, la **volonté politique exprimée par les autorités centrafricaines**, y compris aux organisateurs et aux participants de l'Atelier, **d'engager le pays dans un effort en faveur de la PEV** mérite d'être encouragée.

---

<sup>5</sup> Rapport national volontaire de suivi de mise en œuvre des objectifs du développement durable en 2019, « Donner les moyens d'actions aux populations et assurer l'inclusion et l'égalité », Forum Politique de Haut Niveau, ONU, New York, juillet 2019.

## II- La prévention de l'extrémisme violent (PEV) : ses vertus, ses difficultés et ses outils

La PEV a pour principal objectif de rendre chacun, responsables publics ou non, dans le contexte où il se trouve, créateur de **conditions propices** au dialogue, à la paix et à la cohésion des groupes sociaux. L'approche de la PEV fait progressivement évoluer le recours systématique à la force vers une diversité de réponses qui tiennent compte des causes de la violence. Elle contribue également à la création de passerelles entre les acteurs publics et ceux de la société, alors qu'ils entretiennent souvent entre eux des liens éloignés ou conflictuels ; elle facilite la coordination d'interventions communes appuyées par tous les acteurs concernés, y compris extérieurs ou même internationaux. **Toutefois, l'intérêt de la PEV ainsi que la mise en œuvre de ses outils ne sont pas toujours bien compris.** Il existe encore des résistances au sein des corps habillés, des acteurs politiques ou des segments de la population habitués à penser en termes de répression, de même que des difficultés à assimiler les outils de la PEV. Par ailleurs, beaucoup d'acteurs, à l'instar des jeunes, des femmes et de la société civile, demeurent éloignés, ou sans réelles responsabilités, au sein des plateformes de concertation PEV instituées par les autorités.

### *Les instruments utiles à la PEV*

Durant l'Atelier de Bangui, il fut clairement diagnostiqué que le **dialogue** était un instrument fondamental de la PEV. **L'absence** de discussions, de relations, qu'elles soient officielles ou informelles, entre les différentes parties impliquées dans les violences, et entre elles et les communautés **est souvent à l'origine des conflits et de leur persistance.** C'est pour cette raison que, pour les participants, le dialogue n'est pas un choix ou un luxe, mais bien un outil indispensable pour construire la paix : « pour cesser de se battre, il faut se comprendre, pour se comprendre, il faut s'écouter et pour s'écouter, il faut se parler ».

**Le dialogue** fut aussi considéré **comme un défi**, car il nécessite une écoute active, une humilité sincère et le respect mutuel ; il prend pour cela en compte tous les acteurs ou groupes d'acteurs concernés par un conflit et se préoccupe de l'ensemble de leurs difficultés. Il nécessite à la fois du « savoir-faire » (compétences techniques) et du « savoir-être » (engagement et compétences personnels). Le rayonnement de ces qualités passe souvent par un changement du regard que l'on porte sur la vie et sur soi-même. Lorsque le dialogue est inclusif, il peut servir d'instrument efficace de compréhension mutuelle, d'apaisement, de recherche de consensus et **de transformation.** Il nécessite honnêteté, désintéressement et regard compatissant sur son prochain. Certaines pratiques doivent également être respectées telles que l'inclusion, une considération égale des participants, la bonne foi, un engagement sincère, une ouverture d'esprit, une écoute empathique, un esprit novateur et créatif et une perception impartiale de l'intérêt commun.

Certes, **le dialogue inclusif** comme clé de prévention des violences, est **une approche qui peut paraître déstabilisante.** D'abord, parce qu'il requiert réellement une implication et une responsabilisation personnelle. Mais aussi, parce qu'il interroge, comme ce fut le cas pendant l'Atelier, le lien entre l'expression claire de l'importance du dialogue et l'exercice de fonctions, en particulier publiques, nécessitant la retenue. Faut-il pour autant abandonner ? N'est-ce pas justement en ayant de telles responsabilités que l'impact peut avoir le plus grand effet ? N'est-ce pas justement ce manque de dialogue qui permet à la violence de s'instaurer progressivement au sein de la société, se sont demandés les participants ?

## III- Quelques exemples de partages d'expériences

**En Centrafrique**, malgré un bilan considéré par les participants comme mitigé, **le dialogue** a été à maintes reprises tenté par les pouvoirs publics et les acteurs politiques en espérant qu'il provoquerait un élargissement du champ politique et la construction d'une société inclusive. Gouvernements d'union nationale, accords politiques, dialogues inclusifs et dialogues de réconciliation se sont succédé ces dernières décennies. Hélas, coups d'Etat (ratés ou réussis), mutineries et occupations armées, ont, à

chaque fois, annihilé ces efforts. Il fallut attendre le Forum de Bangui (2015) et les accords de Khartoum (2019) pour qu'un calme fragile, certes, s'installe dans le pays, dans sa partie sud, tout au moins.

Les participants à l'Atelier se sont beaucoup référés au Forum de Bangui dans leurs interventions. Réunissant plus de 700 personnes, celui-ci avait au préalable donné lieu à des consultations populaires dans toutes les préfectures et sous-préfectures du pays. Les attentes des populations purent ainsi s'exprimer ouvertement sur les quatre thèmes choisis : la gouvernance politique, le développement économique et social, la justice et la réconciliation, et enfin la paix et la sécurité. Un Pacte républicain put être signé à cette occasion et, en marge du Forum, 14 groupes armés procédèrent à la signature de l'Accord de désarmement, qui servit de base aux pourparlers de Khartoum et à la signature de l'Accord politique de paix et de réconciliation-du 6 février 2019.

**Alors, les participants à l'Atelier de Bangui se sont interrogés : que conclure de cette longue liste d'efforts à la recherche de la paix et, en même temps, de violences cycliques en Centrafrique ? Faut-il douter de l'utilité du dialogue ?**

Tout d'abord, le fait même que **la dynamique des échanges de l'Atelier de Bangui** ait été menée dans le respect des opinions, des vécus et de la richesse humaine des femmes et des hommes présents en salle, fut **en soi une expérience impressionnante de dialogue réussi**, d'autant plus que certains intervenants ont délibérément pris des risques dans les critiques qu'ils soulevèrent.

Ensuite, les participants menèrent **une réflexion ouverte sur les limites et les déficiences de ces efforts de paix et de dialogue**. Il fut reconnu que l'absence, à chaque fois, de plusieurs acteurs importants dans les processus de dialogue engagés en RCA, le manque de transparence dans l'organisation et le suivi, et une volonté politique tâtonnante des autorités, voire des objectifs centrés sur la lutte de pouvoir plutôt que le redressement de la nation, ont fait obstacle à la mise en œuvre des recommandations adoptées.

Il fut également souligné que les dialogues qui réussissent le mieux sont ceux qui sont initiés par des nationaux, sous réserve que soit respectés les engagements souscrits par toutes les parties et l'application des sanctions décidées. L'adhésion aux recommandations du Forum de Bangui de 2015 est à cet égard beaucoup plus large que celle portée aux accords de Khartoum de 2019. Par la conviction profonde des participants au Forum, la voie d'un renforcement futur des dialogues semble se dessiner.

L'Atelier de Bangui a également permis aux participants de mieux **prendre conscience du recul que requiert l'approche de prévention, y compris, et surtout, au moment où la violence parle**. Il permit de rappeler que la **patience** est capitale, que les efforts ne sont pas conjoncturels mais qu'ils visent une transformation sur la durée. En cela, l'Atelier redonna concrètement à certains le goût de poursuivre leurs efforts de prévention.

Enfin, les travaux permirent également d'approfondir et comparer quatre **expériences de dialogues**, menés dans la région et présentés par des personnes ayant participé à leur mise en œuvre.

Tout d'abord, celle **du Burkina-Faso**, aujourd'hui fortement et quotidiennement confronté à la violence extrémiste, fut décrite par un expert directement impliqué : les autorités se sont bien rendu compte qu'il fallait améliorer la qualité de la réponse étatique **en utilisant le dialogue pour renforcer la relation de confiance entre les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et les populations**. Plus facile à dire qu'à faire, cependant, car cette prise de conscience touche non seulement le soldat et son comportement, mais également l'institution sécuritaire dans ses normes, son organisation, et dans toutes ses relations avec les autres acteurs rencontrés sur le terrain. Cet exemple permit aussi de souligner que de tels efforts menés par les FDS sont vains s'ils ne s'inscrivent pas dans une approche politique et gouvernementale globale. Il fut aussi précisé que, lors de l'élaboration **de nouvelles politiques publiques**, par exemple spécifiques à la PEV ou en matière de sécurité publique, l'implication de toutes les composantes de la société (acteurs civils, et politiques, leaders religieux et coutumiers, acteurs étatiques et non étatiques) était nécessaire. Ces pistes furent largement discutées et rapportées par les participants à leurs contextes respectifs.

Le **dialogue conduit à l'Extrême-Nord du Cameroun**, où il est utilisé comme outil pédagogique, tenant compte des réalités de l'environnement local, fut ensuite présenté. Ce sont des ONG, et non l'Etat, qui ont amorcé un dialogue avec les Kanuri sous forme de groupes de discussion intra/intercommunautaires. Organisés dans onze localités avec plus d'une centaine de participants, ces réunions ont vu les populations y adhérer massivement. Après la présentation de la méthodologie appliquée au cours de ces rencontres (identification du contexte, objectifs, activités à mener), ces ONGs, qui avaient une solide connaissance de cette population et de sa culture, ont inspiré confiance à la communauté Kanuri et ont pu mener un dialogue réellement participatif. Celui-ci fit apparaître que la communauté Kanuri craignait d'être marginalisée lors des échéances électorales et au moment de la redistribution des richesses locales qui les accompagnent. Il permit de constater que la question de la réintégration des ex-combattants de Boko Haram dans les communautés préoccupait fortement les Kanuri et que le processus de réinsertion devait être mené avec patience et en accord constant avec les communautés concernées, et en particulier avec leurs leaders. Ce dialogue permit également d'apporter des solutions aux griefs des Kanuri contre d'autres communautés, en soulignant, entre autres, les risques liés à la violence et aux expéditions guerrières et les liens anciens qui unissaient les différents groupes ethniques de la région. Cet exemple a ainsi permis de montrer que **des processus de dialogue peuvent être engagés à divers niveaux**, et dans le cas d'espèce, à un niveau local, et contribuer ainsi à identifier les facteurs d'incompréhension et par ricochet agir sur les causes des conflits.

Au **Tchad**, un exemple portant sur l'attribution de terres cultivables à des populations vulnérables dans la région du Lac par le Gouvernement tchadien avec l'appui du Programme Alimentaire Mondial (PAM), fut présenté. Il s'agit d'un résultat positif de dialogues engagés entre de nombreux acteurs différents. Ailleurs au Tchad, plusieurs ONGs ont proposé aux populations dans des zones de conflit des processus de dialogue avant d'entamer leurs projets de soutien économique. Elles doivent cependant faire des choix difficiles entre les nombreuses zones d'intervention possibles, ce qui ne les met pas à l'abri des critiques, certaines localités bénéficiant de leur présence (Bol, Liwa et Bagasola, par exemple) alors que d'autres attendent encore leur venue (Ngoubou et Kangala, par exemple).

Enfin, **en RCA**, les efforts menés par les femmes de la communauté musulmane du quartier PK5, dont plusieurs participaient à l'Atelier, montrèrent qu'à cause des dangers qu'elles encouraient dans la situation de violence généralisée qui avait caractérisé ce quartier, seule une alliance entre les pouvoirs publics et la société civile avait permis d'approcher les jeunes enfermés dans des cycles de violence et entrer en dialogue avec eux. Cette alliance aurait été nécessaire pour poursuivre ce travail de présence et de dialogue, comme le demandait d'ailleurs le Forum de Bangui de 2015. Comme ce ne fut pas le cas, et qu'aucune assistance étatique ne fut fournie pour la réintégration de ces jeunes dans des circuits économiques, ces efforts de dialogue ont failli s'interrompre, n'auraient été la persévérance et les convictions profondes des membres de ce groupe de femmes. Mais jusqu'à quand pourront-elles tenir, se demandèrent-elles lors de l'Atelier ?

#### IV- Le rôle de l'Etat et des autres acteurs dans la PEV

L'apport de certaines entités au sein de la société, en particulier celles ne bénéficiant pas des attributs de la puissance publique, est souvent résiduel ou subsidiaire lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre un effort global de PEV. Le rôle des organismes publics (l'Etat, à savoir le pouvoir exécutif, les administrations centrales et décentralisées et les FDS) est souvent surévalué, en ce sens que les pouvoirs et les compétences dont ils jouissent peuvent à tort laisser croire qu'ils peuvent agir de manière exclusive sans impliquer d'autres acteurs dans leur démarche de PEV. Fort opportunément, **une prise de conscience du rôle de chaque intervenant** de la chaîne de prévention est en train de gagner du terrain comme l'a montré l'Atelier de Bangui qui a souligné, par de nombreux exemples, la responsabilité de tous les acteurs concernés.

- Malgré les insuffisances dont il est lui-même parfaitement conscient, **l'Etat** demeure le principal organe de gestion collective et de coordination des actions en faveur de la paix, de la

sécurité et du développement. Il dispose des moyens nécessaires au maintien de la cohésion sociale, au vivre ensemble et au respect de l'état de droit. Toutefois, son statut régalien ne lui accorde pas un privilège d'exclusivité dans la conduite des initiatives de PEV. Bien au contraire, il doit jouer le rôle de fédérateur d'autres parties prenantes (y compris le secteur privé) et de mobilisateur, rôle qui favorise la conception et la réalisation d'actions communes. Les **acteurs de la justice** tiennent une place particulière dans la constellation PEV. Leurs prérogatives, qu'ils ne peuvent partager avec d'autres acteurs de la société, doivent être mises au service des citoyens pour la protection de leur personne et de leurs biens. S'ils ne sont pas en mesure de remplir leur mandat, ils créent une situation de vide juridique et sécuritaire obligeant les citoyens à se retourner vers d'autres solutions pour se protéger, telles la création de milices, ou le départ vers les groupes armés qui leur offrent protection et parfois occasion de vengeance. Cette situation fut abordée à plusieurs reprises dans les débats de l'Atelier qui traitèrent ainsi des impasses dans lesquelles se trouvent trop souvent les populations en zones de conflit tant en RCA, qu'au Cameroun et en RDC.

- L'Atelier reconnut que **les FDS** (Forces de défense et de sécurité) demeuraient en première ligne dans la prévention de l'EV. Au-delà de leur participation aux actions opérationnelles de défense ou d'attaque, elles jouent un rôle important dans le rapport que les populations entretiennent avec elles et avec la violence. Les participants furent unanimes à reconnaître que si elles se décidaient à miser sur la **sécurité humaine** (c.à.d. à placer l'être humain au centre de leur politique, de leur formation et de leur comportement sur le terrain) plutôt que sur la seule force létale dont elles disposent, à prendre garde au respect des droits humains et à répondre aux besoins immédiats des populations par des actions civilo-militaires concertées, elles obtiendraient rapidement un solide ancrage populaire fondé sur les liens de confiance qui s'établiraient ainsi. Plusieurs participants s'étonnèrent que cette approche qui leur paraissait si évidente n'aient pas encore retenu véritablement l'attention des cadres des armées, alors que celles-ci font face à des difficultés récurrentes dans tous les pays de la sous-région. Le dialogue avec les populations et avec l'ensemble des personnes et institutions concernées fut reconnu comme essentiel pour l'amélioration du rôle de protecteur inscrit dans le mandat des FDS.
- **Les politiques** ne furent pas laissés en marge de l'Atelier. Plusieurs d'entre eux étaient présents et ils ne manquèrent pas d'être interpellés sur la responsabilité des décideurs politiques, des élus et des membres de partis politiques, dans la mise en place de mesures de PEV par le gouvernement et les FDS, ainsi que dans le contrôle de leur application. Trop de compromissions, d'utilisation des administrations et des FDS à leur profit, de manque de volonté de faire cesser les conflits violents (dont certains politiques profitent) furent présentées et dénoncées. Les acteurs politiques ont une responsabilité considérable, positive comme négative, dans le vote des lois et des budgets, le contrôle de leur application, ou encore dans la mobilisation de leurs électeurs pour que ceux-ci s'engagent dans la réduction de la violence ou le refus d'y participer. Il s'agit d'un aspect fondamental de la gestion de la violence d'un pays et il fut plusieurs fois relevé que les politiques n'étaient, hélas et pour la plupart, pas à la hauteur et très éloignés du sérieux qui était attendu d'eux.
- Dans le domaine de la prévention, **les OSCs** (organisations de la société civile) jouent un rôle incontournable. D'abord, grâce à leur présence sur le terrain et leur connaissance des milieux dans lesquels elles opèrent, elles ont un accès aux populations les plus vulnérables et, souvent, les plus confrontées à la violence extrême. Elles ont aussi par ce biais accès à des informations de première main qui leur permettent, si elles le souhaitent, d'intervenir auprès des responsables gouvernementaux, communautaires et militaires sur les effets de cette violence. Elles peuvent de plus assister l'Etat ou le suppléer lorsque ce dernier est dans l'impossibilité de répondre aux demandes des populations. Enfin, elles sont bien placées pour participer à l'encadrement des victimes de l'extrémisme violent, en aidant celles-ci à se réinsérer socialement,

psychologiquement et économiquement. Beaucoup d'entre elles d'ailleurs, dans tous les pays de la région, utilisent les instruments de base de la PEV, comme le dialogue, l'écoute attentionnée et la négociation, comme moyen de résurgence de la violence.

- De par les exigences scientifiques qui sont généralement les leurs, **les chercheurs** peuvent documenter la réalité de l'extrémiste violent, ses causes, son évolution, ses interactions avec les populations et les autres composantes de la société, comme les pouvoirs publics, les FDS et les autres groupes armés. Ils utilisent la collecte de données de terrain, les enquêtes de perception auprès des populations et des témoignages directs provenant de personnes proches des groupes extrémistes violents ou même membres de ceux-ci. Le travail des chercheurs a comme but de rendre compréhensible l'extrémisme violent et d'identifier des approches et des solutions adaptées à chaque situation de crise. Les résultats de leurs travaux peuvent ainsi aider, dans leurs décisions, les principaux acteurs chargés de concevoir et de mettre en œuvre l'ensemble des réponses apportées à l'extrémisme violent.
- L'extrémisme violent est une préoccupation planétaire. Même s'il se manifeste de façon différenciée selon les régions et au sein de chaque Etat, il a aussi une réalité transnationale. Cette situation qui appelle à la mise en place au niveau international et régional de dispositifs d'actions concertées. **Les organisations internationales** contribuent à cet effort de PEV sous de nombreux aspects, en particulier en facilitant l'élaboration, à l'échelle mondiale et régionale, de stratégies et de plans d'action de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme. C'est ainsi, qu'à l'échelle régionale, et dans le domaine de la PEV, la stratégie de la Commission du Bassin du Lac Tchad, celle de la CEEAC, le plan d'action de soutien aux Etats membres de la CEEAC, la stratégie régionale de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes légères et de petit calibre en Afrique centrale, ont été élaborées avec l'aide d'organisations internationales. Il en va de même de plusieurs textes élaborés au niveau national. Malgré ces coopérations, ces textes restent le plus souvent lettre morte par manque de participation active de tous les milieux nationaux concernés lors de leur élaboration ainsi que par manque de volonté politique réelle des dirigeants.
- Qu'elles soient régionales ou internationales, **les forces étrangères** peuvent être d'une grande aide pour les Etats de la région engagés dans la lutte contre les groupes extrémistes violents. En plus d'être une manifestation de solidarité, l'expertise, la qualité de la formation et du matériel dont disposent en général les contingents étrangers permettent souvent aux Etats africains de prendre l'avantage au combat et/ou de maintenir un contrôle territorial même si celui-ci n'est que partiel. Les participants à l'Atelier n'ont cependant pas manqué de relever les problèmes que ces forces peuvent causer : la logique répressive et abusivement sécuritaire domine largement ces partenariats et les interventions de ces forces sont parfois émaillées de scandales (viols, pillages, violations des droits de l'homme) qui remettent en question la pertinence de leur présence. Enfin, la loyauté de ces forces est généralement orientée vers les pays qui les envoient et peuvent, souvent, être en porte-à-faux avec les intérêts des pays qui les reçoivent. Il fut constaté que la PEV ne figurait pas au centre de leurs priorités et qu'un effort d'explication et de diffusion était aussi nécessaires auprès d'elles qu'auprès des FDS nationales.

#### V- Dispositifs de PEV : Expériences concrètes

En **RCA**, les recommandations émises lors des Forums institués pour y ramener la paix et la stabilité ont suscité la création de nouveaux organes intervenant directement et indirectement dans la PEV. Ce fut le cas pour la Haute Autorité chargée de la Bonne Gouvernance, le Haut Conseil chargé des Droits de l'Homme, le Conseil Economique et Social, le Sénat, le Ministère chargé du Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement rattaché à la Présidence, le Secrétariat Technique d'Appui et du Comité Technique Sectoriel de la Réforme du Secteur de la Sécurité et, enfin, le **Comité**

**National de Coordination de la Stratégie nationale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (SNPREV).** Ce comité est responsable de la mise en œuvre de la Stratégie nationale en matière de PEV.

Adoptés en juillet 2018, la stratégie et le plan d'action PEV traduisent la volonté des autorités centrafricaines de s'attaquer aux moteurs profonds qui conduisent les individus à faire usage de la violence extrême. Résultat d'une élaboration participative de nombreux segments de la société centrafricaine, la stratégie aborde la PEV au travers de neuf domaines principaux (système d'alerte précoce, résilience communautaire, justice et état de droit, environnement, communication, administration du territoire et gouvernance, sécurité intérieure et extérieure, éducation et coordination et intégration). Elle a comme objectif de permettre aux acteurs clés de la prévention, comme les politiques, les FDS, la justice et la société civile, d'aborder ensemble les diverses politiques mises en œuvre par le gouvernement et de créer les liens communautaires et régionaux nécessaires. Il s'agit d'un cadre cohérent de PEV. Cependant, l'Atelier a relevé combien sa mise en œuvre était encore partielle et approximative et en quoi les instruments qu'elle prétend animer étaient encore restreints. Il fut en particulier fortement souligné que le **dialogue inclusif**, qui avait fait le succès du Forum de Bangui en 2015 et dont l'Atelier a souligné l'importance dans toutes les étapes de la mise en place de la PEV avait progressivement été délaissé pour faire place à une absence de confiance voire un climat de méfiance entre les acteurs. Cette plainte revint souvent dans les débats de la part de ceux qui estimaient avoir été mis de côté ou ne pas avoir été suffisamment outillés pour y prendre part convenablement. Dans ce contexte, le besoin de renforcer les interactions et les cadres formels ou informels de dialogue entre les FDS et les autres acteurs fut relevé. De même le manque de cohérence dont souffrait la stratégie entre les logiques d'intervention des acteurs publics (hauts responsables de l'exécutif, élus) qui définissent les cadres politiques et institutionnels, donnent les orientations stratégiques, déterminent les moyens alloués nécessaires à la conception, l'accompagnent et l'application concrète des plans d'actions de PEV, fut souligné. Enfin, la mise en œuvre de la stratégie nécessite des **ressources** qui font encore cruellement défaut à la RCA. Vu l'inexistence de mécanismes de financement alternatif, il est, pour l'instant, très peu probable que cette stratégie puisse atteindre les objectifs escomptés.

Les participants du Tchad et du Cameroun firent également état des efforts poursuivis par leurs pays respectifs en vue de la mise en place de dispositifs nationaux de PEV.

Pour ce qui est du **Tchad**, un représentant de l'administration centrale expliqua qu'une Stratégie nationale de prévention de la radicalisation de l'extrémisme violent ainsi qu'un cadre légal et institutionnel en mesure de répondre à l'extrémisme violent dans le respect des principes fondamentaux des droits de l'homme, avaient été élaborés avec le soutien de partenaires internationaux. Le gouvernement s'est également engagé, à renforcer le professionnalisme de son armée et sa proximité avec les populations. Il est aussi impliqué dans la reconstruction de zones attaquées par Boko Haram et a mis en place une politique d'assistance aux ex-combattants, qui devrait encourager les défections au sein de ce groupe armé.

Au **Cameroun**, fut-il expliqué, le Ministère de la Jeunesse et de l'Education civique avait créé tout d'abord un centre de lutte contre l'extrémisme violent et de promotion de la paix. Ensuite, et bien que ce pays n'ait pas encore adopté officiellement de stratégie nationale de PEV, un certain nombre de mesures préventives ont été mises en place. L'une des dernières en date fut l'adoption d'un code sur les collectivités territoriales décentralisées (décembre 2019) chargé d'accélérer le processus de décentralisation et ainsi faciliter la résolution des problèmes des populations locales. Auparavant, un processus de désarmement, démobilisation et réintégration fut institué au niveau national ; un exemple original fut donné des résultats auxquels il a pu donner lieu : grâce au Gouverneur de la région de l'Extrême-Nord, la socialisation et le retour à la vie normale d'une cinquantaine de retournés de Boko Haram furent gérés par un processus mobilisant l'assistance de divers médecins, dont des psychologues et des psychiatres, aux côtés des autorités traditionnelles et des parents.

L'ensemble de ces mesures fut activement repris dans les débats de l'Atelier. Il fut relevé que l'accueil des ex-combattants se confrontait à de fortes résistances au sein de leurs communautés et que le droit des victimes n'était pas suffisamment reconnu dans les textes législatifs camerounais. Des critiques s'élevèrent également contre la loi de 2014 portant répression des actes de terrorisme. Plusieurs participants soulignèrent la militarisation intensive que cette loi occasionna à l'Extrême-Nord et les lectures abusives auxquelles elle a donné lieu en matière de restriction des libertés.

## VI- Les synergies nécessaires entre l'Etat et les populations pour la PEV

L'Atelier de Bangui a permis de mettre en exergue la réponse des populations face à l'EV, mais aussi de réaffirmer que les liens entre l'Etat et les citoyens sont le socle sur lequel repose la bonne marche de la société. En effet, dans de nombreux cas, ce sont les populations qui se sont organisées pour faire face aux violences infligées par les groupes extrémistes. En RCA, mais aussi dans l'Extrême-Nord du Cameroun, ou encore au Burkina Faso, on a par exemple vu les populations mettre en place des comités de vigilance ou des comités locaux de sécurité. Dans certaines localités, des tribunaux coutumiers ont été réactualisés avec succès par la population sous le modèle de l'arbre à palabre dans les zones situées en périphérie et où l'autorité judiciaire formelle n'arrivait plus à s'imposer pour résoudre les conflits au sein des communautés. Dans le Mayo-Sava par exemple, les agriculteurs et éleveurs qui ont continué à cultiver la terre et à faire paître leurs troupeaux s'en remettent aux informations communiquées par les comités de vigilance pour assurer leur sécurité et échapper aux attaques des groupes armés.

Ces réflexes de protection ou de régulation interne des populations ont soulevé quelques questions fondamentales, qui ont fait l'objet de discussions : comment s'articulent-elles avec la responsabilité de l'Etat en matière de protection et de sécurité ? Sur le long terme, comment se géreront ces substitutions de rôles ? Comment l'émergence de tels mécanismes populaires de protection se conjugue-t-elle avec les tensions existantes au sein même des communautés d'où émanent aussi les hommes et les femmes qui constituent les groupes extrémistes violents ? De telles questions illustrent bien **comment en l'absence de relations de confiance entre l'Etat et les citoyens, des avatars peuvent surgir** dont il n'est pas toujours sûr qu'ils soient utiles à la prévention de la violence et à la paix.

Il convient donc de **reprenre la question à la base : comment la gouvernance publique peut-elle prévenir l'émergence des conditions qui conduisent certains à la violence ?**

Il est en effet essentiel que **les relations entre la population et l'Etat** soient guidées par le souci de garantir l'intérêt général, la protection des droits et l'amélioration des conditions de vie des citoyens. L'Etat est le cœur du dispositif, puisqu'il est dépositaire de la régulation sociale et ses administrateurs sont au service de tous les citoyens (d'où la notion de « service public »). Tirant les conclusions de ce que l'extrémisme violent tient ses origines entre autres et selon les cas, des déficits de gouvernance, de l'exclusion, de l'absence de dialogue et de véritable contrat social entre l'Etat et les citoyens, les participants à l'Atelier ont ainsi souligné avec force le rôle prépondérant de l'action étatique mettant en œuvre **une forme de gouvernance publique basée sur un dialogue avec les citoyens**. Une telle gouvernance peut être expérimentée par l'organisation de consultations nationales pour définir et/ou exécuter des actions de prévention communes. Dans ces circonstances, la **mise en réseau permanente de ces acteurs** et la **création de passerelles** là où les relations ne sont pas naturellement établies, deviennent dès lors **des compléments indispensables au dialogue**. Et pour avancer sur cette voie, il faut également travailler sans relâche à l'assainissement des relations civilo-militaires.

En ce qui concerne la RCA, les participants ont également plaidé pour une citoyenneté égale et participative pour tous, sans laquelle il n'y a pas de gouvernance d'Etat saine et continue ni de rapports intercommunautaires et interpersonnels pacifiés et égalitaires. Ils ont également rejeté l'impunité et ses prétendus droits acquis et fait prévaloir la suprématie de la justice et du droit, même en l'absence/carence de moyens de contrainte légaux. Ils ont finalement plaidé également pour l'instauration d'un processus de dialogues intercommunautaires et interpersonnels avec les protagonistes de l'EV qui permettent d'identifier des solutions de sortie de crise.

## VII- Une illustration : L'expérience de PEV des femmes et des jeunes en RCA

Les vertus du dialogue entre toutes les composantes de la société comme instrument de la PEV sont particulièrement bien comprises et expérimentées par **les groupes ou associations de jeunes et de femmes**.

S'agissant des premiers, la contribution présentée à l'Atelier par le **Conseil national de la jeunesse en Centrafrique** fut particulièrement parlante. Certains de leurs membres s'étaient rendus à Bambari en 2015, bravant toutes les interdictions, pour organiser une célébration sportive et culturelle au profit et avec les jeunes locaux. Après une rencontre avec le Commandant du groupe rebelle Seleka contrôlant alors la zone, des jeunes enrôlés comme soldats furent autorisés à participer à la manifestation. Celle-ci avait également permis à certains jeunes réfugiés en brousse d'y prendre part. Cet événement, déjà exceptionnel en soi, fut utilisé par le CNJ pour mener des enquêtes en marge des manifestations afin de mieux comprendre les raisons ayant poussé certains jeunes à rejoindre les rebelles et pour les sensibiliser aux méfaits de la violence. Les conclusions de leur travail furent ensuite présentées aux autorités administratives, à la société civile et aux partenaires au développement. Elles permirent d'adapter leur regard et leurs stratégies sur les causes du ralliement des jeunes aux groupes armés.

Les **femmes**, quant à elles, jouent souvent un important rôle de prévention dans l'approche soft power qu'implique le dialogue. Leur proximité avec les acteurs des violences (parce que ceux-ci sont des proches, des maris, des enfants), leurs préoccupations souvent liées à la recherche d'un apaisement et parce que ce sont elles qui, généralement, assurent la difficile récolte du quotidien, les placent dans une position particulière. C'est ainsi que de **multiples initiatives en faveur de la paix par le dialogue** ont été conduites par les femmes centrafricaines au cours de cette dernière décennie. Organisées en associations ou à titre personnel, nombreuses d'entre elles ont bénéficié de formations en techniques de dialogue, médiation et négociation. Le Réseau FemWise Africa de l'Union africaine, et d'autres ONGs, ont été particulièrement actifs au sein de diverses communautés. Les **Femmes leaders du PK5** à Bangui ont réussi, par exemple, à convaincre certains acteurs des violences à mettre fin aux exactions qu'ils exerçaient sur les populations. Aujourd'hui encore, elles sont actives dans le quartier et participent à l'apaisement des tensions qui sont, hélas, encore très fréquentes. **Les Femmes leaders pour la Paix**, quant à elles, sont allées maintes fois à la rencontre du Chef de l'Etat, du Président de l'Assemblée nationale, du Premier ministre, du Chef de la MINUSCA, ou du Chef de la Police civile, pour partager avec eux leurs visions et leurs solutions au cours des différentes phases de violence qui se sont succédées. Des femmes actives au sein d'organisations religieuses ainsi que des femmes parlementaires ont également mené régulièrement des initiatives de paix au plan local ou national.

Mais les participantes à l'Atelier de Bangui, qui ont témoigné avec passion de ces engagements, ont aussi souligné combien, en Centrafrique comme ailleurs, il leur est **difficile de trouver une place** dans le débat politique dès lors qu'il s'agit de questions sécuritaires, de processus formels de médiation ou de dialogue ou simplement d'avoir accès à de hautes responsabilités publiques. Elles déplorent aussi que les initiatives en faveur de la prévention de la violence, qu'elles prennent au niveau local ou au sein de leurs communautés, ne sont que rarement soutenues, à terme, par les autorités. Cette absence de volonté politique dans l'accompagnement de ces initiatives et le manque de moyens mis à leur disposition par les pouvoirs publics provoquent bien souvent l'étiollement de ces dynamiques et la prolongation ou la reprise des violences.

## VIII- Une illustration : Le rôle des médias dans la PEV en RCA

Le rôle et la force des médias dans le dialogue et la PEV sont bien connus. L'Atelier de Bangui le souligna en montrant, suite à un exposé sur ces questions, que les médias favorisent la résonance des avis des auditeurs et la participation des populations aux débats publics à travers l'organisation de tables-rondes et d'émissions-débats ; celles-ci donnent en particulier, davantage que dans la vie publique, la parole aux femmes et aux jeunes. Au travers de tels espaces, les médias contribuent à la PEV en

développant une meilleure compréhension des réalités, une expression respectueuse des points de vue et des vécus et en créant un espace collectif qui permet de réduire le sentiment d'exclusion pouvant devenir facteur de violence. Pour cela, il est important qu'une déontologie claire soit pleinement respectée, tant par les professionnels des médias que par les participants aux émissions.

C'est dans cette optique qu'en Centrafrique, la Radio Ndeke Luka, projet de la Fondation Hironnelle pour promouvoir le dialogue, mène ses activités de radio de proximité. Pour s'assurer de couvrir le plus de thématiques sociales possibles et intéresser le plus grand nombre d'auditeurs, elle propose une riche programmation mensuelle, comprenant plusieurs dizaines d'émissions en différentes langues, pour différents publics (les enfants, la famille, les femmes) et sur différents thèmes de la vie quotidienne ou sociale (dialogue des cultures et des religions, la nation, le temps passé, etc.).

La présentation de cette radio à l'Atelier incita les participants à reprendre les éléments qui leur paraissaient importants pour qu'une radio puisse efficacement contribuer à la prévention des conflits :

- Accompagnement des populations dans la compréhension des enjeux pour la prise de décisions éclairées ;
- Lutte contre les malentendus, « fake news » et idées reçues non vérifiées qui favorisent le rejet de l'autre et les conflits ;
- Création de conditions propices au déroulement de processus de dialogue.
- Vérification de l'information, multiplication des sources, distinction stricte entre les faits et les commentaires ;
- Conscience de la fonction sociale, proche des publics concernés, des émissions proposées ;
- Application de chartes et codes fondés sur une déontologie : impartialité, indépendance, honnêteté, diversité et dignité ;
- Ancrage des actions au sein des communautés locales et proximité des journalistes.

## IX- Conclusions et propositions

L'objectif général de ce 4<sup>ème</sup> Atelier régional était d'amener ses participants d'Afrique centrale à intégrer de manière effective les instruments de prévention de la violence dans les politiques, stratégies, programmes et pratiques quotidiens visant à réduire l'extrémisme violent. Tout en prolongeant les travaux initiés depuis 2017 dans la sous-région, sa tenue à Bangui visait à répondre aux demandes exprimées tant par les autorités centrafricaines que par les participants centrafricains aux étapes précédentes de cette initiative des Conversations régionales pour la PEV. Il s'agissait à la fois de rapprocher cette initiative des réalités centrafricaines et de créer un espace sous-régional propice à un échange entre participants en provenance de Centrafrique, du Cameroun et du Tchad.

L'Atelier de Bangui a mis en exergue les opportunités qui découlent de l'appropriation de cette approche et de l'usage du dialogue inclusif comme outil de prévention. Mais il ne fut pas qu'un cadre d'analyse, loin de là. Il fut une **démonstration concrète de l'efficacité du dialogue comme instrument vivant de la PEV en Afrique centrale**, tant à travers l'espace serein offert aux échanges que par sa méthodologie de travail. Celle-ci, équilibrant exposés d'experts, prises de parole des responsables politiques et civils, et débats intenses au sein de groupes de travail et en plénière, participa au succès de la compréhension que les participants retirèrent de la nécessité du dialogue comme élément fondateur de la vie en commun.

L'Atelier en conclut que **la sensibilisation pour une appropriation plus systématique du dialogue comme outil de prévention devait être poursuivie et élargie** et que les acteurs engagés dans la PEV devaient poursuivre activement leurs efforts, en continuant à bénéficier, si cela est possible, de cadres tels que celui offert par cet Atelier régional. Ces moments privilégiés contribuent énormément à définir des solutions inclusives et efficaces pour mettre à l'abri les sociétés victimes de l'extrémisme violent et à mobiliser les volontés politiques pour faire face pacifiquement à ces violences. Ils ne doivent pas rester sans suite.

## PROPOSITIONS

### ➤ **Aux initiateurs de l'Atelier de Bangui**

- Continuer à animer cet interface d'échange et de dialogue national et régional entre les acteurs clés de la PEV ;
- Promouvoir des synergies d'action entre les centres de recherche en impliquant à chaque fois de nouveaux centres actifs sur le continent ou en dehors lors des rencontres régionales ;
- Apporter un soutien technique aux efforts nationaux et régionaux (renforcement des capacités, processus d'élaboration des politiques et plans d'action) tant des autorités administratives, des FDS, des acteurs politiques (parlementaires, élus locaux en particulier) que des acteurs de la société civile, en s'engageant en particulier auprès des Etats et des organisations sous-régionales qui en exprimeraient le besoin.
- Au-delà du focus sur le Bassin du Lac Tchad et l'Afrique centrale, il appartient aux organisateurs de l'Atelier de relier cette dynamique à celle plus globale des Conversations régionales pour la PEV, coordonnée par le DFAE Suisse, afin d'assurer une fertilisation mutuelle des efforts tout en considérant aussi les besoins à l'échelle infranationale (en RCA, au Cameroun, au Tchad, en RDC).

### ➤ **Au niveau national**

- Consolider les cadres de concertation nationaux, infranationaux, ainsi que transfrontaliers, à composition multi-acteurs impulsant ou renforçant la prise en compte de l'approche de PEV ;
- Mettre sur pied ou renforcer des espaces de concertation promouvant la synergie et la complémentarité entre FDS et acteurs politiques, dans le respect des prérogatives et responsabilités de chacun, ainsi qu'avec la société civile ;
- Renforcer le lien Armée-Nation pour rétablir/consolider la confiance nécessaire à la PEV.
- Assurer la participation active des femmes, des jeunes et des médias dans la gestion de la cohésion des communautés, des programmes de PEV et de la sécurité en général ;
- Préparer et équiper les médias à réaliser des productions sur le dialogue et la PEV (formation/coaching, équipement, logistique) ;
- Accompagner les initiatives des acteurs locaux, des autorités locales, de la société civile, des responsables traditionnels et religieux, des jeunes ;
- Promouvoir l'éducation civique et l'éducation à la citoyenneté et créer des activités de vivre ensemble dans les écoles et les communautés ;
- Assurer, en RCA, la vulgarisation ainsi que leur appropriation en sango et en français, des accords politiques et textes juridiques relatifs à la résolution des conflits ;
- Accentuer la présence des acteurs de la justice dans le dialogue inclusif pour prévenir l'EV.

### ➤ **Au niveau régional**

- Intégrer et harmoniser les approches et les cadres normatifs et opérationnels régionaux pour la PEV ;
- Explorer les possibilités de réseautage inter secteur (politique, sécurité et société) au niveau de la sous-région afin d'harmoniser les approches en termes de PEV ;
- Réactiver les commissions mixtes et y inclure un agenda de sécurité humaine et de prévention des violences ;
- Institutionnaliser les rencontres périodiques entre les autorités culturelles et traditionnelles transfrontalières ;
- Assurer la poursuite d'un cadre régional d'échanges tel que celui proposé par l'Atelier de Bangui.

## A propos des organisateurs

### ❖ Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Economiques et Stratégiques (CEIDES)

Depuis sa création en 2013, le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Economiques et Stratégiques (CEIDES), basé à Yaoundé (Cameroun), s'est donné pour mission de construire et engager une expertise africaine en faveur de la paix et du développement du continent.

Au sein du CEIDES, le Pôle Sécurité humaine affirme sa compétence dans le domaine de la prévention de l'extrémisme violent, mais également dans des domaines tels que la consolidation de la paix, la conduite des négociations internationales, l'intervention civile de paix, l'analyse et la gestion des conflits, la justice transitionnelle.

Dans la dynamique des Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent (PEV) au Sahel-Sahara (voir ci-dessous, DSH/DFAE Suisse), le CEIDES, point focal de cette initiative dans le bassin du lac Tchad et en Afrique centrale, a organisé, conjointement avec le Département fédéral des affaires étrangères (DSH/DFAE) de la Suisse, et avec le soutien des gouvernements du Cameroun et de la RCA, une série de quatre rencontres sur la PEV. La première s'est tenue à Yaoundé en novembre 2017, la seconde à Maroua en juillet 2018, la troisième à Yaoundé en mars 2019 et la quatrième à Bangui en décembre 2019.

Le CEIDES a également apporté son concours à l'organisation à Yaoundé, en août 2019, du premier Cours de cadres pour la PEV dans les pays de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), lancé par le Centre Africain d'Etudes et de Recherche sur le Terrorisme de l'Union africaine (CAERT-UA) et la DSH/DFAE suisse.

[www.ceides.org](http://www.ceides.org)

### ❖ La Division Sécurité humaine, Département fédéral des affaires étrangères (DSH/DFAE) de Suisse

Suite à l'adoption du Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent (2016), le DFAE suisse a fait de cette thématique une priorité, et a adopté en avril 2016 un Plan d'action de politique étrangère pour la prévention de l'extrémisme violent.

La Division Sécurité humaine du DFAE (DSH/DFAE) en tant que centre de compétences, met en œuvre les priorités politiques de la Suisse dans les domaines de la paix et de la sécurité humaine ; elle entreprend notamment toute une série d'activités de plaidoyer en faveur de cette approche de prévention centrée sur les causes de la violence et les alternatives qui peuvent être apportées, et elle mobilise ses experts pour réaliser des activités avec ses partenaires sur le terrain.

Elle a en particulier lancé, avec plusieurs autres partenaires, l'initiative des **Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent au Sahel-Sahara**, dont la vingtaine de rencontres à ce jour eurent comme principaux rendez-vous Dakar (2016), N'Djamena (2017) et Alger (2018). A ce jour, cet espace de dialogue a rassemblé plus d'un millier de personnalités d'horizons professionnels divers d'Afrique du Nord, de l'Ouest et centrale. De nature volontairement informelle, ces échanges ont permis d'aborder les dimensions sensibles et complexes de cette approche de prévention de la violence extrême (y compris son caractère politique). L'objectif est à la fois de proposer un espace d'échange et de dialogue sur l'approche de prévention, de renforcer les passerelles entre différents acteurs, de mettre en exergue et de renforcer les initiatives positives représentant des alternatives concrètes à l'EV qui sont portées par des acteurs de ces régions, et de contribuer au renforcement des capacités de ces acteurs.

Le Centre de compétence du DFAE sert à la fois de coordinateur de cette initiative et apporte son expertise dans l'animation de ses espaces de dialogue.

[www.dfae.admin.ch](http://www.dfae.admin.ch)

\*\*\*

- Synthèse des 1ères Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent au Sahel-Sahara, Dakar (2016)  
[https://www.ipinst.org/wpcontent/uploads/2016/09/1609\\_Investing-in-Peace-FRENCH.pdf](https://www.ipinst.org/wpcontent/uploads/2016/09/1609_Investing-in-Peace-FRENCH.pdf)
- Synthèse des 2èmes Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent au Sahel-Sahara, N'Djamena (2017)  
<https://www.ipinst.org/wpcontent/uploads/2017/08/IPI-E-RPT-Chad-Meeting-NoteFrench.pdf>
- Synthèse des 3èmes Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent au Sahel-Sahara, Alger (2018)  
[https://www.ipinst.org/wpcontent/uploads/2018/09/1809\\_Algers-Meeting-Note-French.pdf](https://www.ipinst.org/wpcontent/uploads/2018/09/1809_Algers-Meeting-Note-French.pdf)
- Rapport du 1<sup>er</sup> Atelier régional pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique centrale, Yaoundé, 27-28 novembre 2017  
<http://www.ceides.org/wp-content/uploads/2018/09/Rapport-final-.pdf>
- Rapport du Dialogue participatif pour la prévention de l'extrémisme violent dans l'Extrême-Nord du Cameroun et son pourtour, Maroua, Cameroun, 24-25 juillet 2018  
<http://www.ceides.org/wp-content/uploads/2018/11/Final-report-2.pdf>
- Rapport du 3<sup>ème</sup> Atelier régional pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique centrale, Yaoundé, mars 2019  
[http://www.ceides.org/wp-content/uploads/2019/09/Rapport-EV-Afrique-centrale\\_final.pdf](http://www.ceides.org/wp-content/uploads/2019/09/Rapport-EV-Afrique-centrale_final.pdf)